

La condition postmoderne

Jean-François Lyotard

La recherche et sa légitimation par la performativité.

Ce qui se produit à la fin du XVIIIe siècle, lors de la première révolution industrielle, c'est la découverte de la réciproque : pas de technique sans richesse, mais pas de richesse sans technique. Un dispositif technique exige un investissement; mais, puisqu'il optimise la performance à laquelle il est appliqué, il peut optimiser ainsi la plus-value qui résulte de cette meilleure performance. Il suffit que cette plus-value soit réalisée, c'est-à-dire que le produit de la performance soit vendu. Et l'on peut boucler le système de la façon suivante : une partie du produit de cette vente est absorbée par le fonds de recherche destiné à améliorer encore la performance. C'est à ce moment précis que la science devient une force de production, c'est-à-dire un moment dans la circulation du capital.

C'est plus le désir d'enrichissement que celui de savoir qui impose d'abord aux techniques l'impératif d'amélioration des performances et de réalisation des produits. La conjugaison " organique " de la technique avec le profit précède sa jonction avec la science. Les techniques ne prennent de l'importance dans le savoir contemporain que par la médiation de l'esprit de performativité généralisée. Même aujourd'hui, la subordination du progrès du savoir à celui de l'investissement technologique n'est pas immédiate.

Mais le capitalisme vient apporter sa solution au problème scientifique du crédit de recherche : directement, en finançant les départements de recherche dans les entreprises, où les impératifs de performativité et de recommercialisation orientent en priorité les études vers les " applications " ; indirectement, par la création de fondations de recherche privées, étatiques ou mixtes, qui accordent des crédits sur programmes à des départements universitaires, des laboratoires de recherche ou des groupes indépendants de chercheurs sans attendre du résultat de leurs travaux un profit immédiat, mais en posant en principe qu'il faut financer des recherches à fonds perdus pendant un certain temps pour augmenter les chances d'obtenir une innovation décisive, donc très rentable. Les États-nations, surtout lors de leur épisode keynésien, suivent la même règle : recherche appliquée, recherche fondamentale. Ils collaborent avec les entreprises au moyen d'agences de toutes sortes. Les normes d'organisation du travail qui prévalent dans les entreprises pénètrent dans les laboratoires d'études appliquées : hiérarchie, décision du travail, formation d'équipes, estimation des rendements individuels et collectifs, élaboration de programmes vendables, recherche du client, etc.. Les centres de recherche " pure " pâtissent moins, mais aussi ils bénéficient de moins de crédits.

L'administration de la preuve, qui n'est en principe qu'une partie d'une argumentation elle-même destinée à obtenir l'assentiment des destinataires du message scientifique, passe ainsi sous le contrôle d'un autre jeu de langage, où l'enjeu n'est pas la vérité, mais la performativité, c'est-à-dire le meilleur rapport input/output. L'Etat et/ou l'entreprise abandonne le récit de légitimation idéaliste ou humaniste pour justifier le nouvel enjeu : dans le discours des bailleurs de fonds d'aujourd'hui, le seul enjeu crédible, c'est la puissance. On n'achète pas des savants, des techniciens et des appareils pour savoir la vérité, mais pour accroître la puissance.

La question est de savoir en quoi peut consister le discours de la puissance, et s'il peut constituer une légitimation. Ce qui à première vue semble l'en empêcher, c'est la distinction faite par la tradition entre la force et le droit, entre la force et la sagesse, c'est-à-dire entre ce qui est fort, ce qui est juste, et ce qui est vrai. La " force " ne paraît relever que de ce dernier jeu, qui est celui de la technique. On excepte le cas où elle opère au moyen de la terreur. Ce cas se trouve hors jeu de langage, puisque l'efficacité de la force procède alors tout entière de la menace d'éliminer le partenaire, et non d'un meilleur " coup " que le sien. Chaque fois que l'efficacité, c'est-à-dire l'obtention de l'effet recherché, a pour ressort un " Dis ou fais ceci, sinon tu ne parleras plus ", on entre dans la terreur, on détruit le lien social.

Mais il est vrai que la performativité, en augmentant la capacité d'administrer la preuve, augmente celle d'avoir raison : le critère technique introduit massivement dans le savoir scientifique ne reste pas sans influence sur le critère de vérité. On a pu en dire autant du rapport entre justice et performativité : les chances qu'un ordre soit considéré comme juste augmenteraient avec celles qu'il a d'être exécuté, et celles-ci avec la performativité du prescripteur. C'est ainsi que Luhmann croit constater dans les sociétés postindustrielles le remplacement de la normativité des lois par la performativité des procédures. Le " contrôle du contexte ", c'est-à-dire l'amélioration des performances réalisées contre les partenaires qui constituent ce dernier (que ce soit la " nature " ou les hommes) pourrait valoir comme une source légitimation. Ce serait une légitimation par le fait. L'horizon de cette procédure est celui-ci : la " réalité " étant ce qui fournit les preuves pour l'argumentation scientifique et les résultats pour les prescriptions et les promesses d'ordre juridique, éthique et politique on se rend maître des unes et des autres en se rendant maître de la " réalité ", ce que permettent les techniques. En renforçant celles-ci, on " renforce " la réalité, donc les chances d'être juste et d'avoir raison. Et, réciproquement, on renforce d'autant mieux les techniques que l'on peut disposer du savoir scientifique et de l'autorité décisionnelle. Ainsi prend forme la légitimation par la puissance. Celle-ci n'est pas seulement la bonne performativité, mais aussi la bonne

vérification et le bon verdict. Elle légitime la science et le droit par leur efficience, et celle-ci par ceux-là. Elle s'autolégitime comme semble le faire un système réglé sur 'optimisation de ses performances ". Or c'est précisément ce contrôle sur le contexte que doit fournir l'informatisation généralisée. La performativité d'un énoncé qu'il soit dénotatif ou prescriptif, s'accroît à proportion des informations dont on dispose concernant son référent. Ainsi l'accroissement de la puissance, et son autolégitimation, passe à présent par la production, la mise en mémoire, l'accessibilité et l'opérationnalité des informations.

Le rapport de la science et de la technique s'inverse. La complexité' des argumentations semble alors intéressante surtout parce qu'elle oblige à sophistiquer les moyens de prouver, et que la performativité en bénéficie. La ventilation des fonds de recherche par les États, les entreprises et les sociétés mixtes obéit à cette logique de l'accroissement de puissance. Les secteurs de la recherche qui ne peuvent pas plaider leur contribution, serait-elle indirecte, à l'optimisation des performances du système, sont abandonnés par les flux de crédits et voués à la sénescence. Le critère de performativité est explicitement invoqué par les administrations pour justifier le refus d'habilitier tel ou tel centre de recherches ".

L'ENSEIGNEMENT ET SA LEGITIMATION PAR LA PERFORMATIVITE

Quant à l'autre versant du savoir, celui de sa transmission, c'est-à-dire l'enseignement, il semble aisé de décrire la manière dont la prévalence du critère de performativité vient l'affecter. L'idée de connaissances établies étant admise, la question de leur transmission se subdivise pragmatiquement en une série de questions : qui transmet ? quoi ? à qui ? par quel support ? et dans quelle forme ? avec quel effet ?. Une politique universitaire est formée d'un ensemble cohérent de réponses à ces questions.

Lorsque le critère de pertinence est la performativité du système social supposé, c'est-à-dire lorsqu'on adopte la perspective de la théorie des systèmes, on fait de l'enseignement supérieur un sous-système du système social, et on applique le même critère de performativité à la solution de chacun de ces problèmes.

L'effet à obtenir est la contribution optimale de l'enseignement supérieur à la meilleure performativité du système social. Il devra donc former les compétences qui sont indispensables à ce dernier. Elles sont de deux sortes. Les unes sont destinées plus particulièrement à affronter la compétition mondiale. Elle varient selon les " spécialités "

respectives que les États-nations ou les grandes institutions de formation peuvent vendre sur le marché mondial. Si notre hypothèse générale est vraie, la demande en experts, cadres supérieurs et cadres moyens des secteurs de pointe désignés au début de cette étude, qui sont l'enjeu des années à venir, s'accroîtra toutes les disciplines touchant à la formation " télématique " (informaticiens, cybernéticiens, linguistes, mathématiciens, logiciens ...) devraient se voir reconnaître une priorité en matière d'enseignement. D'autant plus que la multiplication de ces experts devrait accélérer les progrès de la recherche dans d'autres secteurs de la connaissance, comme on l'a vu pour la médecine et la biologie.

D'autre part, l'enseignement supérieur, toujours dans la même hypothèse générale, devra continuer à fournir au système social les compétences correspondant à ses exigences propres, qui sont de maintenir sa cohésion interne. Précédemment, cette tâche comportait la formation et la diffusion d'un modèle général de vie, que légitimait le plus souvent le récit de l'émancipation. Dans le contexte de la délégitimation, les universités et les institutions d'enseignement supérieur sont désormais sollicitées de former des compétences, et non plus des idéaux : tant de médecins, tant de professeurs de telle et telle discipline, tant d'ingénieurs, tant d'administrateurs, etc. La transmission des savoirs n'apparaît plus comme destinée à former une élite capable de guider la nation dans son émancipation, elle fournit au système les joueurs capables d'assurer convenablement leur rôle aux postes pragmatiques dont les institutions ont besoin.

Si les fins de l'enseignement supérieur sont fonctionnelles, qu'en est-il des destinataires ? L'étudiant a déjà changé et il devra changer encore. Ce n'est plus un jeune issu des " élites libérales " et concerné de près ou de loin par la grande tâche du progrès social compris comme émancipation. En ce sens, l'université " démocratique ", sans sélection à l'entrée, peu coûteuse pour l'étudiant ni même pour la société si l'on estime le coût-étudiant per capita, mais accueillant les inscriptions en nombre, dont le modèle était celui de l'humanisme émancipationniste, apparaît aujourd'hui peu performative. L'enseignement supérieur est en fait déjà affecté par une refonte d'importance à la fois dirigée par des mesures administratives et par une demande sociale elle-même peu contrôlée émanant des nouveaux usagers, et qui tend à cliver ses fonctions en deux grandes sortes de services.

Par sa fonction de professionnalisation, l'enseignement supérieur s'adresse encore à des jeunes issus des " élites libérales " auxquels est transmise la compétence que la profession juge nécessaire ; viennent s'y adjoindre, par une voie ou par une autre (par exemples les instituts technologiques), mais selon le même modèles didactiques, des destinataires des

nouveaux savoirs liés aux nouvelles techniques et technologies qui sont également des jeunes non encore " actifs ".

En dehors de ces deux catégories d'étudiants qui reproduisent l' " intelligentsia professionnelle " et l' " intelligentsia techniciennes", les autres jeunes présents à l'université sont pour la plupart des chômeurs non comptabilisés dans les statistiques de demande d'emploi. Ils sont en effet en surnombre par rapport aux débouchés correspondant aux disciplines dans lesquelles on les trouve (lettres et sciences humaines). Ils appartiennent en réalité malgré leur âge à la nouvelle catégorie des destinataires de la transmission du savoir.

Car, à côté de cette fonction professionnaliste, l'Université commence ou devrait commencer à jouer un rôle nouveau dans le cadre de l'amélioration des performances du système, c'est celui du recyclage ou de l'éducation permanente. En dehors des universités, départements ou institutions à vocation professionnelle, le savoir n'est et ne sera plus transmis en bloc et une fois pour toutes à des jeunes gens avant leur entrée dans la vie active ; il est et sera transmis " à la carte " à des adultes déjà actifs ou attendant de l'être, en vue de l'amélioration de leur compétence et de leur promotion, mais aussi en vue de l'acquisition d'informations, de langages et de jeux de langage qui leur permettent d'élargir l'horizon de leur vie professionnelle et d'articuler leur expérience technique et éthique.

Le cours nouveau pris par la transmission du savoir ne va pas sans conflit. Car, autant il est de l'intérêt du système, et donc de ses " décideurs ", d'encourager la promotion professionnelle, puisqu'elle ne peut qu'améliorer les performances de l'ensemble, autant l'expérimentation sur les discours, les institutions et les valeurs, accompagnée par d'inévitables " désordres " dans le curriculum, le contrôle des connaissances et la pédagogie, sans parler des retombées sociopolitiques, apparaît comme peu opérationnelle et se voit refuser le moindre crédit, au nom du sérieux du système. Pourtant, ce qui se dessine là est une voie de sortie hors du fonctionnalisme d'autant moins négligeable que c'est le fonctionnalisme qui l'a tracée ". Mais on peut imaginer que la responsabilité en soit confiée à des réseaux extra-universitaires.

De toute façon, le principe de performativité, même s'il ne permet pas de décider clairement dans tous les cas de la politique à suivre, a pour conséquence globale la subordination des institutions d'enseignement supérieur aux pouvoirs. À partir du moment où le savoir n'a plus sa fin en lui-même comme réalisation de l'idée ou comme émancipation des hommes, sa transmission échappe à la responsabilité exclusive des savants et des étudiants. L'idée de " franchise universitaire " est aujourd'hui d'un autre

âge. Les " autonomies " reconnues aux universités après la crise de la fin des années 60 sont de peu de poids auprès du fait massif que les conseils d'enseignants n'ont presque nulle part pour le pouvoir de décider quelle masse budgétaire revient à leur institution; ils ne disposent que de celui de ventiler la masse qui leur est attribuée, et encore en fin de parcours seulement.

Maintenant, qu'est-ce que l'on transmet dans les enseignements supérieurs ? S'agissant de professionnalisation, et en se tenant à un point de vue étroitement fonctionnaliste, l'essentiel du transmissible est constitué par un stock organisé de connaissances. L'application des nouvelles techniques à ce stock peut avoir une incidence considérable sur le support communicationnel. Il ne paraît pas indispensable que celui-ci soit un cours proféré de vive voix par un professeur devant des étudiants muets, le temps des questions étant reporté aux séances de " travaux " dirigés par un assistant. Pour autant que les connaissances sont traduisibles en langage informatique, et pour autant que l'enseignant traditionnel est assimilable à une mémoire, la didactique peut être confiée à des machines reliant les mémoires classiques (bibliothèques, etc.) ainsi que les banques de données des terminaux intelligents mis à la disposition des étudiants.

La pédagogie n'en souffrira pas nécessairement, car il faudra quand même apprendre quelque chose aux étudiants : non pas les contenus, mais l'usage des terminaux, c'est-à-dire de nouveaux langages d'une part, et de l'autre un maniement plus raffiné de ce jeu de langage qu'est l'interrogation : où adresser la question, c'est-à-dire quelle est la mémoire pertinente pour ce qu'on veut savoir ? Comment la formuler pour éviter les méprises ? etc. Dans cette perspective, une formation élémentaire à l'informatique et en particulier à la télématique devrait faire obligatoirement partie d'une propédeutique supérieure, au même titre que l'acquisition de la pratique courante d'une langue étrangère, par exemple .

C'est seulement dans la perspective de grands récits de légitimation, vie de l'esprit et/ou émancipation de l'humanité, que le remplacement partiel des enseignants par des machines peut paraître déficient, voire intolérable. Mais il est probable que ces récits ne constituent déjà plus le ressort principal de l'intérêt pour le savoir. Si ce ressort est la puissance, cet aspect de la didactique classique cesse d'être pertinent. La question, explicite ou non, posée par l'étudiant professionnaliste, par l'État ou par l'institution d'enseignement supérieur n'est plus : est-ce vrai ? mais : à quoi ça sert ? Dans le contexte de mercantilisation du savoir, cette dernière question signifie le plus souvent : est-ce vendable ? Et, dans le contexte d'augmentation de la puissance : est-ce efficace ? Or la disposition d'une compétence performante paraît bien devoir être vendable dans les conditions précédemment décrites, et elle est efficace par définition. Ce qui cesse de être,

c'est la compétence selon d'autres critères, comme le vrai/faux, le juste/injuste, etc., et évidemment la faible performativité en général.

La perspective d'un vaste marché des compétences opérationnelles est ouverte. Les détenteurs de cette sorte de savoir sont et seront l'objet d'offres, voire l'enjeu de politiques de séduction. De ce point de vue, ce n'est pas la fin du savoir qui s'annonce, bien au contraire. L'Encyclopédie de demain, ce sont les banques de données. Elles excèdent la capacité de chaque utilisateur. Elles sont la " nature " pour l'homme post-moderne.

On notera toutefois que la didactique ne consiste pas seulement dans la transmission d'information, et que la compétence, même performative, ne se résume pas dans la possession d'une bonne mémoire de données ou d'une bonne capacité d'accès à des mémoires-machines. C'est une banalité de souligner l'importance de la capacité d'actualiser les données pertinentes pour le problème à résoudre " ici et maintenant " et de les ordonner en une stratégie efficiente.

Tant que le jeu est à information incomplète, l'avantage revient à celui qui sait et peut obtenir un supplément d'information. Tel est le cas, par définition, d'un étudiant en situation d'apprendre. Mais, dans les jeux à information complète, la meilleure performativité ne peut pas consister, par hypothèse, dans l'acquisition d'un tel supplément. Elle résulte d'un nouvel arrangement des données, qui constituent proprement un " coup ". Ce nouvel arrangement s'obtient le plus souvent par la mise en connexion de séries de données tenues jusqu'alors pour indépendantes. On peut appeler imagination cette capacité d'articuler ensemble ce qui ne l'était pas. La vitesse en est une propriété.

Or il est permis de se représenter le monde du savoir postmoderne comme régi par un jeu à information complète, en ce sens que les données y sont en principe accessibles à tous les experts : il n'y a pas de secret scientifique. Le surcroît de performativité, à compétence égale, dans la production du savoir, et non plus dans son acquisition, dépend donc finalement de cette " imagination ", qui permet soit d'accomplir un nouveau coup, soit de changer les règles du jeu.

Si l'enseignement doit assurer non seulement la reproduction des compétences, mais leur progrès, il faudrait en conséquence que la transmission du savoir ne soit pas limitée à celle des informations, mais qu'elle comporte l'apprentissage de toutes les procédures capables d'améliorer la capacité de connecter des champs que l'organisation traditionnelle des savoirs isole avec jalousie. Le mot d'ordre de l'interdisciplinarité, diffusé surtout

après la crise de 68, mais préconisé bien avant, paraît aller dans cette direction. Il s'est heurté aux féodalismes universitaires, dit-on. Il s'est heurté à beaucoup plus.

Dans le modèle humboldtien de l'Université, chaque science occupe sa place dans un système que couronne la spéculation. Un empiètement d'une science sur le champ de l'autre ne peut provoquer que des confusions, des " bruits ", dans le système. Les collaborations ne peuvent avoir lieu qu'au niveau spéculatif, dans la tête des philosophes.

Au contraire, l'idée d'interdisciplinarité appartient en propre à l'époque de la délégitimation et à son empirisme pressé. Le rapport au savoir n'est pas celui de la réalisation de la vie de l'esprit ou de l'émancipation de l'humanité ; c'est celui des utilisateurs d'un outillage conceptuel et matériel complexe et des bénéficiaires de ses performances. Ils ne disposent pas d'un métalangage ni d'un métarécit pour en formuler la finalité et le bon usage. Mais ils ont le brain storming pour en renforcer les performances.

La valorisation du travail en équipe appartient à cette prévalence du critère performatif dans le savoir. Car, pour ce qui est de dire vrai ou de prescrire juste, le nombre ne fait rien à l'affaire ; il n'y fait quelque chose que si justice et vérité sont pensées en termes de réussite plus probable. En effet, les performances en général sont améliorées par le travail en équipe, sous des conditions que les sciences sociales ont précisées depuis longtemps. A vrai dire, elles ont surtout établi son succès pour la performativité dans le cadre d'un modèle donné, c'est-à-dire pour l'exécution d'une tâche ; l'amélioration paraît moins certaine quand il s'agit d' " imaginer " de nouveaux modèles, c'est-à-dire pour la conception. On en a, semble-t-il, des exemples. Mais il reste difficile de départager ce qui revient au dispositif en équipe et ce qui est dû au génie des coéquipiers.

On observera que cette orientation concerne plus la production du savoir (recherche) que sa transmission. Il est abstrait, et probablement néfaste, de les séparer complètement, même dans le cadre du fonctionnalisme et du professionnalisme. Pourtant, la solution vers laquelle s'orientent de fait les institutions du savoir partout dans le monde consiste à dissocier ces deux aspects de la didactique, celui de la reproduction " simple " et celui de la reproduction " élargie ", en distinguant des entités de toute nature, que ce soient des institutions, des niveaux ou des cycles dans les institutions, des regroupements d'institutions, des regroupements de disciplines, dont les uns sont voués à la sélection et à la reproduction des compétences professionnelles, les autres à la promotion et à l' " emballage " des esprits " imaginatifs ". Les canaux de transmission mis à la disposition des premiers pourront être simplifiés et massifiés ; les seconds ont droit aux petits

groupes fonctionnant dans un égalitarisme aristocratique. Ces derniers font ou ne font pas partie officiellement des universités, cela importe peu.

Mais ce qui paraît certain, c'est que dans les deux cas la délégitimation. et la prévalence de la performativité sonnent le glas de l'ère du Professeur : il n'est pas plus compétent que les réseaux de mémoires pour transmettre le savoir établi, et il n'est pas plus compétent que les équipes interdisciplinaires pour imaginer de nouveaux coups ou de nouveaux jeux.